



DÉCLARATION LIMINAIRE COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'ACTION SOCIALE DU 5 JUIN 2018

Monsieur le président,

la CGT Finances Publiques 84 réaffirme son attachement à la dimension sociale, solidaire et égalitaire de cette instance. L'action sociale est encore aujourd'hui un rouage essentiel à la DGFIP.

La CGT Finances Publiques exige une action sociale de qualité et d'égalité au service de tous les agents, actifs ou retraités de notre département. Pour cela, les moyens financiers et humains de chaque département doivent être pérennisés et améliorés. Nous remarquons la hausse de la dotation au département mais ne sommes pas dupes, nous savons que les dotations sont en corrélation avec le nombre d'agents du département. Nous en profitons également pour évoquer encore la problématique des transports, due à l'obligation de suivre un marché public national ou régional qui limite les possibilités d'actions notamment à cause des tarifs élevés ou de l'éloignement géographique des prestataires retenus. L'échelon départemental est en effet le plus pertinent pour appréhender de façon efficace les besoins des agents du Vaucluse. Nous déplorons alors le fait que l'action sociale se trouve obligée de n'être qu'une billetterie pour les Féeries du Pont du Gard par exemple.

Qu'en est-il aussi de votre prise de contact auprès de l'EPAF qui bloque nos actions notamment pour la sortie ski pour laquelle l'action sociale est bloquée puisque nous ne pouvons nous tourner vers la résidence Epaf d'Embrun ?

Cela fait maintenant plusieurs séances que nous réclamons la formation des représentants du personnel siégeant en CDAS qui devait se tenir début 2016. Avez-vous de nouvelles informations à ce sujet ou devons-nous renoncer à la nécessaire formation que suppose la participation au CDAS ?

Par ailleurs, la CGT Finances Publiques 84 tient à faire part, une nouvelle fois de son soutien à Mme Zaoui dans la mise en oeuvre de l'action sociale comme l'organisation de l'arbre de Noël, de la journée des retraités...et qu'elle n'hésite pas à nous demander de l'aide, la CGT Finances Publiques 84 est à sa disposition pour la soutenir.

La situation est critique pour nos agents : le médecin de prévention est remplacé par la référente régionale qui ne peut faire que des permanences ponctuelles. Qu'en est-il aujourd'hui de l'appel à candidature ?